Question orale de Mme Fabienne Winckel en séance plénière au premier ministre sur « la manifestation du secteur non marchand » - 1/6/2017

Fabienne Winckel (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, avec la politique d'austérité que vous menez, vous avez imposé des mesures brutales à nos concitoyens. En utilisant les soins de santé, la sécurité sociale, le budget des hôpitaux pour renflouer les caisses de l'État, vous avez fait le choix de nuire gravement à la santé de nos concitoyens. Avec vos mesures injustes, vous avez également mis sous pression les nombreux travailleurs du secteur non-marchand qui, quotidiennement, font preuve de solidarité avec les personnes qui en ont besoin. On parle ici du personnel des hôpitaux, du personnel des maisons de repos, des personnes qui prodiguent des soins à domicile. Ces personnes font un boulot merveilleux et ô combien indispensable dans notre société. Il est vrai que ces métiers sont éprouvants tant physiquement que psychologiquement. Monsieur le premier ministre, mettez-vous cinq minutes dans la peau d'un infirmier ou d'une infirmière! Il faut se rendre compte qu'ils ont de moins en moins de temps à consacrer aux patients, ils ont une charge de travail de plus en plus importante et ils vont devoir travailler plus longtemps! De plus, vos économies sur les hôpitaux conduiront inévitablement à des pertes d'emplois qui accentueront cette situation, qui devient de plus en plus inhumaine. Ce matin, des milliers de travailleurs vous réclamaient un budget digne de ce nom et la conclusion d'un nouvel accord social. Vous avez rencontré les représentants des travailleurs mais vous n'avez mis sur la table aucun élément concret supplémentaire. Monsieur le premier ministre, qu'allez-vous faire pour améliorer les conditions de travail dans le secteur non-marchand? Pouvez-vous vous engager aujourd'hui à mettre les moyens nécessaires afin de conclure d'ici l'été un accord social ambitieux?

Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, chère collègue, nous le disons régulièrement dans cette enceinte, l'ambition du gouvernement est de stimuler la création d'activité, la création d'emploi, précisément pour être en mesure de soutenir la cohésion sociale, pour faire en sorte que nos protections puissent être renforcées et qu'on puisse prendre en compte, comme vous l'avez fort justement décrit, le rôle particulièrement important des métiers qu'on appelle joliment les métiers du cœur qui sont, à nos yeux, extrêmement importants. C'est pour cela, madame la députée, que dès la mise en place du tax shift et de l'accord pluriannuel, nous avons libéré 476 millions d'euros, orientés principalement vers le soutien à l'emploi pour les métiers en question, ce qui est la démonstration que dès le début, nous avons été déterminés pour prendre en compte cette dimension importante. Nous avons, avec mes collègues M. Kris Peeters et Mme Maggie De Block, mis sur la table des mesures concrètes. Dès le contrôle budgétaire de Pâques, nous avons libéré une enveloppe de 15 millions d'euros pour le Comité A et pour le secteur non marchand pour 2017. Le souhait des représentants syndicaux et du gouvernement est de négocier sur base d'un cadre pluriannuel, de sorte que, dans nos arbitrages budgétaires concernant 2018 et 2019, autour de l'été, nous puissions voir quelles décisions peuvent être prises en fonction des progrès réalisés dans la négociation portée par Kris Peeters et Maggie De Block. Enfin, depuis 2016, 50 millions d'euros ont été prévus pour la classification des fonctions, qui est très importante. Cela aura un impact significatif pour les personnes concernées. J'ai confirmé tout à l'heure que dans le cadre d'un accord global, ces 50 millions sont évidemment maintenus. Vous le voyez, nous sommes dans une démarche de bonne volonté mais réaliste, parce qu'il y a des contraintes budgétaires, que chacun connaît dans cette assemblée. Le souhait est de tout mettre en œuvre pour tenter d'avoir un accord global dans une perspective pluriannuelle. Nous verrons de quelle manière les arbitrages budgétaires que nous devons faire dans les semaines à venir nous permettront de progresser ou pas. Chacun doit prendre ses responsabilités. Le gouvernement prendra les siennes le moment venu et les partenaires autour de la table devront faire de même.

Fabienne Winckel (PS): Monsieur le premier ministre, je vous remercie pour votre réponse assez complète. Je sais que les négociations sont en cours. J'espère que vous allez entendre le message qui vous a été délivré par les représentants syndicaux, et essentiellement par les milliers de manifestants qui sont venus vous dire: "Stop. Nous n'en pouvons plus. Nous voulons une amélioration de nos conditions de travail." Ne tournons pas autour du pot! Voilà des mois que votre gouvernement multiplie les promesses et que nous ne voyons pas grand chose de concret. Vous parlez du tax shift. Le tax shift est une mesure pour les employeurs. Mais nous ne voyons rien de concret, vu que rien n'a été demandé en contrepartie pour les travailleurs. Je me pose vraiment en avocate du travailleur. Il faut vraiment penser à une amélioration. La création d'emploi est une chose importante mais, derrière, il faut parler de qualité d'emploi. C'est vraiment primordial! Je n'entends jamais, dans cette assemblée, parler de qualité d'emploi. C'est vraiment grave! Je pense qu'il y a un choix budgétaire à faire.

Mais, au-delà, c'est un choix politique et c'est un choix de société, pour demain. Je souhaite qu'on puisse maintenir une sécurité sociale qui soit performante, qu'on puisse maintenir des conditions de travail de qualité pour nos travailleurs et que chacun puisse avoir accès à des soins de santé de qualité. J'espère que l'appel du non marchand sera entendu. Je l'espère vraiment! En tout cas, je me permettrai de revenir sur le sujet.